



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 22 MAI 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Aménagement et Urbanisme

L'an deux mille quatorze le vingt deux mai à dix huit heures, *le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.*

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la délibération:
**Les Arcs-sur-Argens -
Acquisition de parcelles agricoles**

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUCHER Alain, BOUZEREAU Gilbert, CARZOLI Max, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Caroline, COLOMBANI Anne-Marie, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, LEGRAIEN Françoise, LE POULAIN Yves, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICOLETTI Christine, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

REPRESENTES

Alain CAYMARIS pouvoir à Jacques LECOINTE, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Grégory LOEW pouvoir à Frédéric MARCEL, Michèle PELASSY pouvoir à Claude PIANETTI, Thierry PESCE pouvoir à Malika GUELLATI, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

ABSENT EXCUSE :

CARRIERE Christophe

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Monsieur Fabien MATRAS

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le :

6/6/2014

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise
Affiché le 20/6/2014

Dans le cadre de son action de soutien et de promotion de l'agriculture, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a été amenée, par délibération n°2012-005 en date du 15 février 2012, à se porter acquéreur de plusieurs parcelles en nature de vignes sur la commune des Arcs-sur-Argens, suite à un appel à candidature de vente publié par la SAFER, afin d'en garantir un usage agricole.

D'une superficie de 4 ha 21 a 70 ca, pour un montant de 128 075€ (3,03€/m²), l'acte de vente a été signé en date du 3 juillet 2012 et a permis de maintenir une activité agricole par le biais d'une convention de 6 ans signée auprès d'un agriculteur exploitant, via la SAFER.

Dans le but de sauvegarder et de maintenir une activité agricole de proximité et de poursuivre la restructuration agricole du secteur, la commune des Arcs-sur-Argens a, de nouveau, sollicité la Communauté d'Agglomération Dracénoise afin qu'elle se porte acquéreur de deux nouvelles parcelles contigües actuellement en cours d'acquisition par la SAFER.

Il s'agit d'acquérir les parcelles cadastrées G n°80, 82, 83 et 1119, d'une superficie totale de 1ha 12a 27ca moyennant la somme de 39.000 € à laquelle s'ajoutent les frais (frais notariés supportés par la SAFER) à hauteur de 5250 €, soit un total de 44 250€.

La Commune des Arcs-sur-Argens sollicite ainsi la communauté d'agglomération pour le portage foncier de cette nouvelle acquisition et s'engage à racheter l'ensemble de l'unité foncière restructurée, comprenant ces nouveaux terrains ainsi que ceux acquis en 2012, dans un délai de trois ans et ainsi conforter le portefeuille foncier agricole communal.

D'ici là et à l'instar des acquisitions réalisées en 2012, une convention de mise à disposition sera conclue avec la SAFER pour permettre leur exploitation.

En conséquence, il est demandé au Conseil communautaire de bien vouloir:

- Autoriser la Communauté d'Agglomération Dracénoise, à acquérir auprès de la SAFER, les parcelles susvisées aux conditions exposées ci dessus, et autoriser Monsieur le Président ou Monsieur le Vice- Président délégué, à signer la promesse unilatérale d'achat (avec levée d'option par la SAFER devant intervenir au plus tard le 30 juin 2014).
- Dire que la réitération de l'acte de vente s'effectuera par acte administratif, et autoriser à cet effet, Monsieur le Président à recevoir et à authentifier cet acte.
- Désigner dans ce cas de figure, Monsieur le 1^{er} Vice-Président, afin de représenter la Communauté d'Agglomération Dracénoise en sa qualité d'acquéreur et de signer ainsi l'acte administratif et tous documents.- Dire que les frais et charges (dont ceux de 5250€ précités) en sus du prix de vente, seront à la charge de la Communauté d'Agglomération Dracénoise
- Dire que la Communauté d'Agglomération Dracénoise pourra, en cas de difficulté juridique, confier la rédaction des actes à un office notarial choisi par les parties et que les frais notariés seront supportés par la Communauté d'Agglomération Dracénoise et autoriser Monsieur le Président ou Monsieur le Vice-Président à signer l'acte notarié.
- Autoriser Monsieur le Président à solliciter toute subvention liée à l'objet de la présente délibération auprès de l'Etat, du Conseil régional, du Conseil général et de tout autre partenaire et à signer les documents s'y rapportant.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, par 45 voix pour et 17 abstentions (BOUZEREAU Gilbert, CERET Stéphan, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FRANCIN Sylvie, HAINAUT Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LEROUX Florence, LOEW Grégory, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, NICOLETTI Christine, PREMOSELLI Christine, RUDNIK Thierry, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VIGIER Alain) décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 22 mai 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN


Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.